

« Il nous faut un accès inconditionnel, sans obstacle et continu à toute personne vulnérable en Syrie »

Entretien avec

Stephen O'Brien • Sous-Secrétaire Général des Nations unies pour les Affaires humanitaires et Coordinateur de l'aide d'urgence (BCAH)

Ce qui se passe en Syrie depuis six ans est probablement sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais ce conflit paroxystique, qui capte l'attention de toute la communauté internationale – à défaut des fonds et des actions nécessaires – ne doit pas faire oublier les crises humanitaires d'ampleur qui parsèment la planète. C'est ce que nous dit Stephen O'Brien lors d'un entretien exclusif qu'il a accordé au rédacteur en chef d'*Alternatives Humanitaires*. L'occasion, également, d'en savoir un peu plus sur la réforme de l'ONU depuis l'arrivée d'António Guterres à sa tête.

Alternatives Humanitaires – *Quelles sont les priorités actuelles de l'ONU en Syrie ?*

Stephen O'Brien – Les Nations unies continuent à être en tête des efforts pour faciliter un processus de paix en Syrie. Le besoin d'une solution politique pour clore cet horrible chapitre de l'histoire de la Syrie est aussi urgent et indispensable que jamais.

En même temps, six ans depuis le début du conflit, les besoins humanitaires en Syrie et dans les pays voisins sont sans précédent. Environ 13,5 millions de personnes n'ont pas accès aux biens nécessaires à la survie ; 6,3 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, dont 430 000 réfugiés palestiniens, et pratiquement toutes sont dépendantes de l'aide humanitaire.

Même si la paix s'installait demain dans tout le pays, une aide humanitaire à grande échelle serait certainement encore nécessaire pendant des années. La priorité des Nations unies en Syrie et dans les pays voisins sera toujours de sauver des vies, protéger les personnes et diminuer la souffrance jusqu'à ce que les gens puissent reconstruire leur vie en toute tranquillité et en sécurité.

Pour aider ceux qui sont dans le besoin, il nous faut un accès inconditionnel, sans obstacle et continu à toute personne vulnérable en Syrie. Avec 640 000 personnes assiégées par des parties combattantes et 4 millions de personnes dans des villes plus ou moins importantes, nous n'avons ni le niveau, ni la fréquence d'accès nécessaires. Nous avons appelé, et continuerons à appeler pour la liberté de mouvement de tous les habitants afin qu'ils puissent accéder aux services essentiels, aux moyens de subsistance et à ce qui est indispensable à leur famille pour vivre.

Aujourd'hui, l'ONU et ses partenaires assurent une aide alimentaire, un soutien en matière de santé et de nutrition et d'autres aides indispensables à la survie de millions de personnes chaque mois. Cependant nos ressources financières demeurent en deçà de la limite critique. L'an passé nous n'avons reçu que la moitié des 3,1 milliards de dollars estimés nécessaires pour sauver des vies et réduire la souffrance à l'intérieur de la Syrie. Cette année il nous faut 3,4 milliards de dollars, en plus de 4,63 milliards de dollars pour répondre aux besoins des réfugiés de Syrie et des

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

communautés qui les accueillent en 2017 et continueront de le faire en 2018. Bien que les bailleurs ont été et restent généreux, si des fonds supplémentaires ne sont pas garantis, l'ONU et ses partenaires seront obligés de réduire l'assistance destinée à sauver des vies de Syriens et de réfugiés et à soutenir les communautés qui les ont accueillis. L'impact en sera catastrophique.

Tandis que la priorité pour les Nations unies est de sauver des vies et de les protéger, nous commençons aussi à aider des familles et des communautés à revivre, à se reconstruire et ces efforts vont s'accroître au cours des prochaines années. La grande majorité des Syriens, qu'il s'agisse de ceux qui sont restés ou des réfugiés, sont tombés en dessous du seuil de pauvreté et se battent pour pouvoir assurer l'essentiel – nourriture, loyer et soins de santé –, mais aussi pour trouver du travail, tandis que la moitié des enfants réfugiés ne va pas à l'école. La destruction des infrastructures civiles n'a connu aucune limite, avec des centaines de cliniques et d'hôpitaux endommagés ou détruits, tout comme un tiers des écoles et de nombreuses installations d'eau potable et des centrales électriques.

Reconstruire les vies et réparer les infrastructures dévastées va exiger un effort de reconstruction gigantesque sur de nombreuses années. Nous devons nous assurer un soutien puissant de tous les partenaires, y compris les acteurs du développement, les humanitaires et le secteur privé pour réparer une Syrie brisée.

A. H. – *Du point de vue de la réforme des Nations Unies, quelles sont les mesures que le Secrétaire Général et vous-même envisagez de mettre en œuvre ?*

S. O'B. – Nous sommes à l'heure des défis. Nous devons faire face à des guerres nouvelles et anciennes qui sont plus que jamais interdépendantes et complexes, ce qui rend leur issue de plus en plus difficile. Ces conflits produisent d'horribles violations du droit humanitaire international et des droits humains. La peur se diffuse largement à mesure que les réseaux terroristes internationaux étendent leur couverture. Jamais autant de gens ont fui leur domicile depuis la Seconde Guerre mondiale. Pendant ce temps, des tendances lourdes, y compris le changement climatique, la croissance démographique, l'urbanisation, l'insécurité alimentaire et la raréfaction de l'eau accroissent la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, développant ainsi les tensions et l'instabilité.

À l'ère des réseaux interconnectés, le multilatéralisme est plus important que jamais. Comme le Secrétaire Général António Guterres l'a souligné, l'ONU doit être la pierre angulaire de cette approche multilatérale. Le Secrétaire Général a relevé trois domaines majeurs de réforme pour les Nations unies au cours des prochaines années. Le premier concerne la prévention des conflits, reconnaissant que l'échec de la communauté internationale réside dans son incapacité à empêcher les conflits de s'installer. Le deuxième concerne l'application de l'accord de Paris [sur le réchauffement climatique, NDLR] et des Objectifs de développement durable, avec leur promesse de ne laisser personne au bord de la route. Cela supposera de repositionner le développement au premier plan du travail des Nations unies, entérinant ainsi le nouveau mode d'action adopté au Sommet humanitaire mondial, selon lequel partenaires humanitaires et acteurs du développement œuvrent en vue d'aboutir à des résultats conjoints pour réduire la vulnérabilité. Troisièmement, le Secrétaire Général a entamé un processus de réforme interne pour simplifier les systèmes, décentraliser le pouvoir et créer une ONU plus flexible, efficace et effective. Atteindre la parité hommes/femmes à la fin du mandat du Secrétaire Général fera partie de cette réforme.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Une procédure de réforme du Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH) est également en cours afin de revoir notre structure, nos systèmes de management et de gestion des ressources humaines et ainsi nous assurer que nous serons bien en mesure de faire face aux défis du futur. J'ai lancé ce processus en 2015 afin que le BCAH soit structuré et géré de façon optimale. Par ailleurs, le financement du BCAH par les bailleurs s'est stabilisé après de nombreuses années de croissance. Les bailleurs et les parties prenantes de l'ensemble du domaine humanitaire reconnaissent l'importance cruciale du mandat du BCAH qui recouvre la coordination, les pratiques, le plaidoyer, la gestion de l'information et la mobilisation des ressources. Chemin faisant, notre but est de mieux définir notre rôle et de maximiser notre efficacité dans chacun de ces domaines, avec une structure allégée, des systèmes plus flexibles et un personnel investi de davantage de pouvoir.

A. H. – *Quelles sont les principales crises qui vont requérir le plus de votre temps et de votre énergie dans les mois à venir ?*

S. O'B. – La « souffrance humanitaire » s'accroît d'année en année. Elle est causée avant tout par des conflits qui durent des années – voire des décennies – sans issue visible, et par un accroissement des catastrophes naturelles en termes de fréquence, d'intensité et de durée. Cette année les Nations unies et leurs partenaires humanitaires ont fait un appel à hauteur de 22,2 milliards de dollars pour aider 92,8 millions de personnes dans 33 pays, signe d'une croissance exponentielle des besoins. Ces chiffres pourraient augmenter si de nouvelles crises survenaient et que de nouveaux appels à dons devaient être lancés en cours d'année.

Des appels d'urgence ont été lancés plusieurs années de suite du fait de crises prolongées en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo, en Irak, dans les Territoires palestiniens occupés, en Somalie, au Soudan et au-delà. Alors que le budget humanitaire est à son plus haut niveau jamais atteint, il ne parvient pas à suivre la croissance continue des besoins. L'an passé, notre appel humanitaire global n'a ainsi récolté qu'un peu plus de la moitié des fonds nécessaires.

Parmi les crises qui vont requérir une croissance urgente des efforts, on peut citer le Soudan du Sud où une guerre civile brutale a provoqué le déplacement d'un habitant sur cinq, soit 2,3 millions de personnes, plus de la moitié étant des enfants. Des milliers de logements ont subi des dégâts importants, des dizaines de milliers de femmes ont été agressées sexuellement et ce comme tactique de guerre, et près d'un million d'enfants ne peuvent aller à l'école.

Au Yémen, l'ONU cherche à mobiliser 2,1 milliards de dollars pour aider 12 millions de personnes dont les vies ont été détruites par deux années de guerre. Le conflit et le changement climatique ont provoqué la plus importante crise alimentaire au monde, avec 14,1 millions de femmes, d'enfants et d'hommes exposés au risque de faim et de disette. Au total, ce sont 18,8 millions de personnes qui ont besoin d'aide : elles craignent pour leur sécurité en tant que civils car ce sont justement les infrastructures civiles qui sont visées selon une tactique de guerre délibérée.

Une sécheresse dévastatrice au Kenya, en Somalie et en Éthiopie met en danger la vie et les ressources de 15 millions de personnes. Rien qu'en Éthiopie, 5,6 millions de personnes sont menacées de famine si elles n'accèdent pas à l'aide alimentaire.

La violence liée à Boko Haram au Cameroun, au Tchad, au Niger, et dans le nord-est du Nigeria, quatre pays frontaliers du lac Tchad, a touché 30 millions de personnes, nécessité une aide d'urgence pour 11 millions de personnes et placé des dizaines de milliers de personnes face au risque de famine dans le nord-est du Nigeria. Des maisons ont été incendiées, des biens pillés et des moyens de subsistance détruits, obligeant les gens à fuir, les empêchant ainsi de cultiver la terre et de pêcher, le tout conduisant à des fermetures de frontières. Les Nations unies cherchent à rassembler 1,5 milliards de dollars pour aider 8,2 millions de personnes particulièrement vulnérables dans la région du lac Tchad.

Propos recueillis par Boris Martin, rédacteur en chef

Traduit de l'anglais par Philip Wade

Biographie • Stephen O'Brien

Sous-Secrétaire Général des Nations unies pour les affaires humanitaires et coordinateur de l'aide d'urgence, à la tête du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH) depuis juin 2015.

En tant qu'ancien membre conservateur du parlement au Royaume-Uni pendant 16 ans, Stephen O'Brien a été l'envoyé du Premier ministre et Représentant spécial pour le Sahel de 2012 à 2015. Il bénéficie d'une grande expérience en matière de diplomatie multilatérale et de plaidoyer, acquise durant les 35 ans de leadership global dans la campagne pour le contrôle du paludisme et des maladies tropicales négligées, qui lui a valu de recevoir en 2014 le prix américain « Champions Action » à Washington. Avant d'entamer sa carrière politique, il a été chef d'entreprise et a exercé comme avocat au barreau de Londres.

Né à Mtwara (Tanzanie), il a suivi sa scolarité à Mombasa (Kenya) puis au Royaume-Uni ; il a obtenu son Master en droit au Collège Emmanuel de l'Université de Cambridge. En 2013, Stephen O'Brien a été nommé membre du Conseil privé de la Reine, par la Reine Elizabeth II.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Stephen O'Brien, « "Il nous faut un accès inconditionnel, sans obstacle et continu à toute personne vulnérable en Syrie" », Alternatives Humanitaires, n°4, mars 2017, p. 94-101, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2017/03/10/il-nous-faut-un-acces-inconditionnel-sans-obstacle-et-continu-a-toute-personne-vulnerable-en-syrie/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-189-3